

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/L/351
8 mai 2000

(00-1869)

INTRODUCTION DES MODIFICATIONS DU SYSTÈME HARMONISÉ DANS LES LISTES DE CONCESSIONS TARIFAIRES DE L'OMC LE 1^{ER} JANVIER 1996

Prorogation de délai

Décision du 3 mai 2000¹

Le Conseil général,

Considérant que, par leurs Décisions des 13 décembre 1995, 18 juillet 1996, 24 avril 1997, 22 octobre 1997, 24 avril 1998, 14 octobre 1998, 15 juin et 4 novembre 1999², les Membres de l'OMC, agissant conformément aux dispositions du paragraphe 3 de l'article IX de l'Accord sur l'OMC, ont suspendu l'application des dispositions de l'article II du GATT de 1994 jusqu'au 30 avril 2000, pour permettre aux Membres énumérés dans l'annexe de mettre en application les amendements recommandés à la nomenclature du Système harmonisé,

Notant que les Membres énumérés dans l'annexe ont soit demandé à bénéficier de la dérogation, soit demandé une prorogation de la dérogation pour les raisons exposées dans leurs demandes,

Considérant que les Membres concernés auraient besoin de plus de temps pour procéder aux consultations ou aux éventuelles négociations au titre de l'article XXVIII, compte tenu aussi en particulier des réserves générales formulées par les autres Membres,

Agissant conformément aux dispositions du paragraphe 3 de l'article IX de l'Accord sur l'OMC,

Décide, compte tenu des circonstances exceptionnelles, de suspendre l'application des dispositions de l'article II du GATT de 1994 jusqu'au 31 octobre 2000, pour permettre aux Membres énumérés dans l'annexe de mettre en application les amendements recommandés à la nomenclature du Système harmonisé, sous réserve des conditions suivantes:

¹ Adoptée conformément aux procédures de prise de décisions au titre des articles IX et XII de l'Accord sur l'OMC approuvées par le Conseil général (WT/L/93).

² WT/L/124 + Corr.1, WT/L/173, WT/L/216, WT/L/243, WT/L/268, WT/L/281, WT/L/303 et WT/L/338.

- i) le Membre concerné devra avoir présenté la documentation requise en vertu du paragraphe 2 des procédures simplifiées adoptées par le Comité des concessions tarifaires institué dans le cadre du GATT de 1947 pour la mise en application des modifications apportées au Système harmonisé³; ou, si des circonstances spéciales le justifient, le Membre concerné devra avoir demandé l'assistance technique du Secrétariat pour mettre au point cette documentation;
- ii) dans les cas où cela sera nécessaire, le Membre concerné engagera dans les moindres délais des négociations et des consultations avec les Membres intéressés conformément aux paragraphes 1-3 de l'article XXVIII du GATT de 1994;
- iii) les négociations et consultations susmentionnées devront être terminées pour le 31 octobre 2000 au plus tard;
- iv) en attendant l'entrée en vigueur des résultats des négociations ou des consultations susmentionnées, les autres Membres auront la faculté de suspendre des concessions initialement négociées avec le Membre concerné dans la mesure où ils considéreront que celui-ci n'offre pas une compensation suffisante.

³ IBDD, S39/339.

ANNEXE

Argentine
Bolivie
Brésil
Brunéi Darussalam
Bulgarie
Costa Rica
Égypte
El Salvador
Guatemala
Honduras
Islande
Israël
Malaisie

Maldives
Maroc
Mexique
Norvège
Nouvelle-Zélande
Pakistan
Panama
Paraguay
Suisse
Thaïlande
Uruguay
République bolivarienne du Venezuela
